

## **Le commerce équitable constitue un défi pour les politiques de développement**

*Richard Gerster, Docteur en économie. Gerster Consulting a été chargé de l'organisation de la Fair Trade Fair à Berne le 31 août 2005.*

Dans aucun autre pays du monde, la part du commerce équitable n'est aussi élevée qu'en Suisse. Près d'une banane sur deux vendue dans le commerce de détail porte le label Max Havelaar. Près d'une rose sur trois est commercialisée équitablement. En 2004, le chiffre d'affaires provenant de la vente des produits labellisés Max Havelaar a dépassé 210 millions de francs suisses. Ces chiffres sont le résultat de l'œuvre pionnière et du travail de longue haleine du mouvement des Magasins du Monde, ainsi que de l'engagement des grossistes et distributeurs. Après un financement de démarrage apporté par le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), la Fondation Max Havelaar a atteint son autofinancement grâce aux droits de licence.

Actuellement, le « Fair trade » n'est encore qu'un pied de nez au commerce conventionnel.

Deux voies complémentaires peuvent permettre d'émerger de cette situation de niche:

- L'achat de produits issus du commerce équitable va s'accroître massivement grâce à d'importantes opportunités commerciales, ainsi qu'à travers la mise en application concrète de la responsabilité sociale des entreprises (Corporate Social Responsibility).
- Dans le cadre des règlements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les acteurs sont disposés à accueillir les expériences de commerce équitable, et à emboîter le pas du Sud dans sa revendication pour un ordre mondial plus « Fair Play ».

Le « commerce équitable » sera de plus en plus considéré comme un nouveau segment commercial, qui apporte des opportunités commerciales supplémentaires. Ce n'est donc pas par hasard si le commerce équitable, à travers la concrétisation de la responsabilité sociale des entreprises, occupe désormais une position de précurseur. Des ventes couronnées de succès suscitent des pressions de la part des concurrents. Dès lors que la part de marché des bananes équitables atteint approximativement 50%, Chiquita et Dole doivent augmenter leur niveau de justification et apporter des preuves des mesures prises relatives aux conditions de travail de leurs employés. Mais la palette de produits proposée nécessite également un élargissement continu. A titre d'exemple, depuis quelques années, les ananas équitables ont fait leur apparition sur le marché. En outre, en 2005, Max Havelaar accorde pour la première fois son label à des produits textiles. Dans le futur, nous aurons plus spécialement besoin d'une offre innovante dans le secteur des services, telle que notamment des « vacances équitables ». Lorsque les produits du commerce équitable pourront s'ancrer non plus seulement dans le champ des produits de base, mais également dans ceux de luxe, un nouveau mode de vie sera véritablement à portée de main.

Le discours dynamique sur la responsabilité sociale des entreprises a conduit à l'apparition d'une zone grise située entre un commerce plus juste et le commerce mondial conventionnel. La progression du commerce équitable hors de sa niche de marché traditionnelle ne crée donc pas seulement un contexte propice à faire de l'exception la règle mais aussi le risque d'une édulcoration de la compréhension du commerce équitable, et corrélativement celui d'une inquiétude croissante des consommatrices et consommateurs.

Non seulement le commerce équitable, mais le commerce mondial dans sa globalité, constituent un défi pour les politiques de développement. Une percée du commerce équitable suppose aussi que les règles du jeu du commerce mondial vont se transformer en faveur des plus faibles acteurs du marché. Car en Afrique, Asie et Amérique latine, le bien-être dépend fortement du commerce mondial. Un cycle de négociations de l'OMC en faveur des pays les plus pauvres (le « cycle du développement ») s'est ainsi révélé nécessaire. Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a aussi des intérêts divergents parmi les pays du Sud. Les pays les moins développés sont menacés une fois de plus d'être marginalisés par la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. A l'occasion du Cycle de Doha (Qatar) en 2001, des négociations en matière de politique commerciale ont été lancées et laissent entrevoir une meilleure prise en considération des demandes des pays en développement. En décembre prochain se tiendra à Hong Kong la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. L'option en faveur des pays en développement pourrait enfin y être amorcé de manière décisive.

Dans une perspective de politique de développement, un « cycle du développement » fondé sur un plus grand « Fair Play » dans le commerce mondial repose sur trois éléments fondamentaux :

- Une culture de la prise de décision qui octroie un droit de regard efficace aux pays en développement à l'OMC. Cela implique notamment un renforcement des possibilités de participation active aux décisions, une consolidation des capacités de négociation ainsi que des mécanismes de conciliation, qui intègrent des sanctions efficaces en faveur des petits Etats.
- Une révision des accords de l'OMC, qui intègre les revendications des pays en développement les plus pauvres. Ceux-ci ont soumis des propositions diverses. Elles comportent, entre autres, l'ouverture accrue des marchés au Nord, un assouplissement de la protection de la propriété intellectuelle par les brevets, la liberté de migration pour les personnes physiques.
- L'aménagement des mécanismes de flexibilité et de traitements spéciaux pour les pays en développement, de manière à ce qu'ils conçoivent leur politique nationale selon leurs propres besoins. Cela d'autant plus que la perte de souveraineté des pays en développement, entraînée par le cortège d'accords de l'OMC, va de plus en plus compromettre les possibilités de suivre les voies grâce auxquelles les pays industrialisés actuels ont obtenu leur réussite économique.

Que ce soit à l'OMC avec la prochaine conférence à Hong Kong en décembre prochain ou à l'ONU avec les débats actuels sur l'avenir des Objectifs du Millénaire, des dates importantes de l'agenda international se profilent qui influenceront de manière importante l'avenir des pays en développement.

(6'052 signes)